

**Département des Bouches du Rhône  
COMMUNE DES SAINTES MARIES  
DE LA MER**

**ENQUETE PUBLIQUE  
Du 19 SEPTEMBRE  
AU 20 OCTOBRE 2016  
PROJET DE PLAN DE PREVENTION  
DES RISQUES NATURELS  
PREVISIBLES « INONDATION »**

**RAPPORT DU COMMISSAIRE  
ENQUETEUR**

**Déclarant :  
Monsieur le Préfet des Bouches du Rhône**

**Commissaire Enquêteur : Christian SCHMIDT**

# SOMMAIRE DU RAPPORT

<b><u>1 – GENERALITES :</u></b>	<b>3</b>
1-1 DECISION DE REALISATION DE L'ENQUETE PUBLIQUE	3
1-2 NOMINATION DU COMMISSAIRE ENQUETEUR ET DE SON SUPPLEANT	3
1-3 PUBLICITE DE L'ENQUETE	4
1-4 DISPOSITIONS PREALABLES A L'ENQUETE PUBLIQUE	4
1-5 DEROULEMENT DE L'ENQUETE PUBLIQUE	5
1-51 Lois applicables à l'enquête	5
1-52 Documents à disposition du public	5
1-53 Lieu, dates et heures de consultation du public	6
1-6 A L'ISSUE DE L'ENQUETE PUBLIQUE	6
1-7 IDENTIFICATION DU DECLARANT	6
<b><u>2 – EXAMEN DU DOSSIER</u></b>	<b>7</b>
2-1 OBJET DU DOSSIER	7
2-2 OBJECTIFS D'UN PLAN DE PREVENTION DU RISQUE INONDATION	7
2-3 DEFINITION DU RISQUE NATUREL	8
2-4 PROCEDURE D'ELABORATION DU PPRi	8
2-5 METHODOLOGIE D'ELABORATION DU PPRi	8
2-6 CAS DE LA COMMUNE DES SAINTES MARIES DE LA MER	9
2-61 Evaluation des aléas	9
A - Inondation due au Rhône	9
B - Submersion marine	10
2-62 Détermination des enjeux	10
2-7 LE PPRi DES SAINTES MARIES DE LA MER	10
2-71 Principes	10
2-72 Caractéristiques de l'aléa	10
A- Inondation par le Rhône	11
B- Submersion marine	12
2-73 Caractéristiques des enjeux	12
2-74 Présentation du zonage réglementaire	13
2-75 Règlement	14
<b><u>3- AVIS DES PERSONNES ET ORGANISMES ASSOCIES</u></b>	<b>14</b>
<b><u>4- OBSERVATIONS EMISES PAR LE PUBLIC</u></b>	<b>15</b>
4- 1 Participation	15
4- 2 Observations émises par le public	15
<b><u>5 – DELIBERATION DU CONSEIL MUNICIPAL en date du 28 octobre 2016</u></b>	<b>19</b>
<b><u>6- ANNEXES</u></b>	<b>19</b>

## **1 – GENERALITES**

### **1 – 1 DECISION DE REALISATION DE L'ENQUETE PUBLIQUE :**

Par lettre enregistrée au Greffe du Tribunal Administratif de Marseille le 21 juillet 2016, Mr le Préfet des Bouches du Rhône a demandé à Mr le Président du dit Tribunal, de désigner un commissaire enquêteur en vue de procéder à une enquête publique ayant pour objet le Projet d'élaboration du plan de prévention des risques d'inondation sur le territoire de la commune des Saintes Maries de la Mer.

### **1 -2 NOMINATION DU COMMISSAIRE ENQUETEUR ET DE SON SUPPLEANT :**

A la suite de la demande précitée, Mr le Président de Tribunal Administratif de Marseille a, par décision n° E 16000080/13 du 22 juillet 2016 désigné :

- Titulaire : Mr Christian SCHMIDT, Ingénieur voirie Mairie d'Arles – retraité

- Suppléant : Mr Francis PERRIN Technicien spectrographique en fluorescence

A la suite de la décision sus- mentionnée, Mr le Préfet des Bouches du Rhône a, par arrêté préfectoral du 22 août 2016 (voir annexe 1), confirmé cette désignation et défini que :

- L'enquête publique aura lieu du 19/09/2016 au 20/10/2016.
- Le dossier d'enquête publique sera consultable en Mairie des Saintes Maries de la Mer afin que chacun puisse en prendre connaissance pendant les jours ouvrables et aux heures d'ouverture des bureaux et consigner ses observations sur le registre d'enquête.

Les observations peuvent également être adressées par correspondance au commissaire enquêteur, à la Mairie des Saintes Maries de la Mer, siège de l'enquête.



Le Commissaire enquêteur recevra personnellement les observations du public en Mairie des Saintes Maries de la Mer aux jours et heures suivants :

- Le lundi 19 septembre 2016 de 9h00 à 12h00
- Le mardi 27 septembre 2016 de 9h00 à 12h00
- Le jeudi 06 octobre 2016 de 14h00 à 17h00
- Le jeudi 13 octobre 2016 de 9h00 à 12h00
- Le jeudi 20 octobre 2016 de 14h00 à 17h00

### **1-3 PUBLICITE DE L'ENQUETE :**

L'avis de mise à l'enquête publique du dossier a fait l'objet d'une insertion dans la presse régionale, rubrique « Annonces légales », sur les journaux La Marseillaise le 2 septembre 2016 pour le premier et le 22 septembre 2016 pour le second et pour La Provence le 31 août 2016 pour le 1<sup>er</sup> avis et le 23 septembre 2016 pour le second (voir annexe 2) .

Le certificat d'affichage de la Commune des Saintes Maries de la Mer a été transmis au commissaire enquêteur pour être annexé au présent rapport (voir annexe 3).

La Mairie des Saintes Maries de la Mer a procédé à l'affichage réglementaire de l'avis d'enquête sur le site.

### **1-4 DISPOSITIONS PREALABLES A L'ENQUETE PUBLIQUE :**

Le 2 septembre 2016, à leur demande, les commissaires enquêteurs titulaire et suppléant ont rencontré Mme Alexandra PREVOT-MAYER, chargée de mission à la Mairie des Saintes Maries de la Mer.

Au cours de la réunion, les commissaires enquêteurs se sont faits présenter le dossier, ont posé un certain nombre de questions sur les dispositions prévues au dossier du projet de Plan de prévention des risques naturels prévisibles « inondation ».

Une visite sur le site qui a suivi cette réunion a permis aux commissaires enquêteurs de visualiser ces dispositions sur le terrain.

Le 6 septembre 2016, à sa demande, le commissaire enquêteur a rencontré Mr Paul GUERO et Mr Cyril VENEZIANO-BROCCIA à la Direction Départementale des Territoires et de la Mer. Des réponses ont été données à toutes les questions posées.

Départementale des Territoires et de la Mer. Des réponses ont été données à toutes les questions posées.

## 1-5 DEROULEMENT DE L'ENQUETE :

### 1-5 1 Lois applicables à l'enquête :

Pour la conduite de l'enquête et l'examen critique du dossier le commissaire enquêteur s'est référé :

- Au Code Général des Collectivités Territoriales
- Au code de l'Environnement, notamment ses articles L.562-1 à L.562-9 et R.562-1 et suivants relatifs à la procédure d'élaboration des plans de prévention des risques naturels prévisibles « inondation ».
- Au code de l'Environnement, notamment les articles L.123-1 à L123-19, R.123-1 à R 123-27 relatifs aux enquêtes publiques susceptibles d'affecter l'environnement.
- Au code des relations entre le public et l'administration
- Au décret n° 2011-2018 du 29 décembre 2011 portant réforme de l'enquête publique relative aux opérations susceptibles d'affecter l'environnement.

Etant entendu que la liste ci-dessus n'est pas exhaustive.

### 1-5 2 Documents à disposition du public :

Le dossier soumis à l'enquête et disponible à la Mairie des saintes Maries de la Mer comprend les documents suivants :

- 1 – copie de l'arrêté préfectoral du 22 août 2016.
- 2 – le registre d'enquête publique côté et paraphé par le commissaire enquêteur.
- 3 – le dossier d'enquête comprenant :
  - Une notice de présentation
  - Un rapport de présentation
  - Un projet de règlement
  - La carte de zonage règlementaire (commune entière)
  - La carte de zonage règlementaire (zoom centre-ville)
  - La carte de zonage règlementaire (zoom centres villageois)
  - La carte des cotes de référence

Les différentes pages et documents du dossier ont été paraphés par le commissaire enquêteur.



Les documents soumis à l'enquête publique ont été mis à la disposition du public tous les jours ouvrables, à partir du lundi 19 septembre 2016 date de l'ouverture de l'enquête et jusqu'au jeudi 20 octobre 2016 inclus suivant les dispositions de l'article 3 de l'arrêté préfectoral du 22 août 2016. Le commissaire enquêteur s'est tenu à la disposition du public suivant les dispositions de l'article 3 de l'arrêté préfectoral précité.

#### **1-6 A L'ISSUE DE L'ENQUETE :**

Le commissaire enquêteur a établi le procès verbal de synthèse qui a été présenté au responsable du projet le 28 octobre 2016.

Lors d'un échange qui a permis d'apporter toutes les réponses aux questions posées, le responsable du projet a remis au commissaire enquêteur le procès verbal de synthèse comprenant ses éléments d'analyse.

Ce document a été transmis au commissaire enquêteur par courrier électronique le 28 octobre 2016 et est joint en annexe 4.

#### **1-7 IDENTIFICATION DU DECLARANT :**

Le déclarant est :  
Monsieur le Préfet  
Des Bouches du Rhône

## **2 EXAMEN DU DOSSIER**

### **2-1 OBJET DU DOSSIER :**

L'objet du dossier est la mise en œuvre sur la commune des Saintes Maries de la Mer d'un Plan de Prévention des Risques Naturels Prévisibles « Inondation ».

La mise en place des Plans de Prévention des Risques inondation (PPRi) a été instaurée par la loi du 2 février 1995 (dite « Loi Barnier »), complétée par la loi du 30 juillet 2003 relative à la prévention des risques technologiques et naturels et à la réparation des dommages (dite « Loi Risques »).

### **2-2 OBJECTIFS D'UN PLAN DE PREVENTION DU RISQUE INONDATION :**

Un PPRi délimite les zones exposées aux risques naturels prévisibles d'inondation et définit dans ces zones des mesures reposant sur deux objectifs prioritaires :

- Garantir la sécurité des personnes
- Réduire les dommages aux biens

Pour cela, il vise à :

- Protéger du risque, en réduisant la vulnérabilité des personnes et des biens déjà exposés au risque.
- Prévenir le risque, en évitant que de nouvelles personnes et constructions ne s'implantent dans les zones les plus exposées.
- Ne pas aggraver le risque, en maîtrisant l'urbanisation et en préservant les champs d'expansion des crues.
- Informer la population, en mettant à sa disposition un document cartographiant les secteurs exposés au risque inondation.

Le PPRi est un outil réglementaire élaboré par les services de l'Etat sous la responsabilité du Préfet, en association avec les collectivités locales et les organismes associés et en concertation avec la population.

Une fois approuvé par la Préfet, le PPRi vaut servitude d'utilité publique et s'impose aux documents d'urbanisme et à toutes les autorisations d'urbanisme.



### **2-3 DEFINITION DU RISQUE NATUREL :**

L'aléa est la manifestation d'un phénomène naturel d'occurrence et d'intensité donnée.

L'enjeu est l'ensemble des personnes et des biens susceptibles d'être affectés par un phénomène naturel.

Le risque résulte de la concomitance des aléas et des enjeux. Il se caractérise, notamment, par le nombre de victimes, le coût des dégâts matériels et des impacts sur l'activité et sur l'environnement.

### **2-4 PROCEDURE D'ELABORATION DU PPRi :**

Les objectifs majeurs du PPRi sont la protection des biens et des personnes, à savoir, la préservation des vies humaines et la réduction de la vulnérabilité des biens et du coût des dommages aux biens et aux personnes

Le plan de prévention des risques naturels pour les inondations est prescrit par arrêté de Mr le Préfet des Bouches du Rhône.

Il détermine le périmètre mis à l'étude, la nature des risques pris en compte ainsi que le service de l'Etat chargé d'instruire le projet.

Avant le début de l'enquête publique, les Personnes et Organismes Associés (POA) sont consultés. Une compilation et une analyse des observations recueillies seront effectuées.

Ensuite une enquête publique, se déroulera pour recueillir l'avis de la population. Le commissaire enquêteur établira un rapport d'enquête.

A l'issue de la phase d'enquête publique, le PPRi éventuellement modifié sera approuvé par le Préfet. Il sera alors annexé aux documents d'urbanisme et vaudra servitude d'utilité publique.

### **2-5 METHODOLOGIE D'ELABORATION DU PPRi :**

La méthode d'élaboration des PPRi est encadrée par des directives nationales applicables à tous les territoires.



La « Doctrine Rhône » encadre tout particulièrement l'élaboration des PPRi. La doctrine Rhône a été validée par le Comité de Pilotage du Plan Rhône le 7 juillet 2006 et par l'ensemble des préfets de Région et de Département du bassin du Rhône.

L'analyse croisée des aléas et des enjeux permet de déterminer la stratégie de prévention du PPRi : c'est le volet réglementaire. Le zonage réglementaire découle du croisement des aléas et des enjeux.

## 2-6 CAS DE LA COMMUNE DES SAINTES MARIES DE LA MER :

Les Saintes- Maries-de-la-Mer sont la seconde commune de France par sa superficie avec 37 461 hectares. Située entre la commune d'Arles à l'est et le département du Gard à l'ouest, elle compte 2495 habitants. En période estivale, jusqu'à 40 000 personnes peuvent être présentes sur la commune.

Positionnée à l'embouchure du Petit-Rhône, le village se situe donc au cœur d'un territoire de transition entre le fleuve et la mer Méditerranée.

L'inondation du Rhône en 2003 a généré des conséquences sociales et économiques importantes sur le Rhône aval (7000 habitants évacués, 3800 logements et 385 entreprises inondés, plusieurs centaines de millions de dégâts)

Suite à un événement d'une telle ampleur, et au renforcement de la politique de prévention des inondations engagée au début des années 2000, Mr le Préfet a prescrit par arrêté préfectoral du 20 avril 2015 la mise en œuvre d'un Plan de Prévention des Risques Naturels Prévisibles «Inondation » sur le territoire de la commune des Saintes Maries.

La Direction Départementale des Territoires et de la Mer( DDTM) des Bouches du Rhône a été chargée par Mr le Préfet de l'élaboration technique du PPRi des Saintes Maries de la Mer.

### 2-61 Evaluation des aléas :

#### A – Inondation due au Rhône :

Pour l'inondation due au Rhône, la Doctrine Rhône définit l'aléa pour chaque tronçon homogène du fleuve. Pour la commune des Saintes Maries de la Mer, le débit de référence du Rhône est celui de la crue historique de 1856 dans les conditions actuelles d'écoulement.

### B – Submersion marine :

La submersion marine correspond au phénomène d'inondation temporaire de la zone littorale par la mer dans des conditions météorologiques défavorables.

Le zonage réglementaire du PPRi , qui distingue les zones « constructibles » des zones « inconstructibles » est établi sur la base de l'aléa de référence, sans prendre en compte l'aléa 2100.

#### 2-62 Détermination des enjeux :

Les enjeux sont les biens et les personnes présents au sein de la zone inondable.

Pour l'élaboration des PPRi, on identifie en particulier :

- Les espaces peu ou pas urbanisés ( ZPPU )
- Les espaces urbanisés au sein desquels on délimite :
  - Les centres urbains ( CU )
  - Les autres zones urbanisées( AZU )

### 2- 7 LE PPRi DES SAINTES MARIES DE LA MER :

Les objectifs majeurs du PPRi sont la protection des biens et des personnes, à savoir, la préservation des vies humaines et la réduction de la vulnérabilité des biens et du cout des dommages aux biens et aux personnes

#### 2-71 Principe :

En application de l'article L.562-1 et L 562-8 du code de l'environnement, du décret n° 95-1089 du 5 octobre 1995 et des principes énoncés par les circulaires du 24 janvier 1994, du 21 avril 2002 et du 21 janvier 2004, le zonage réglementaire du PPR de la commune des Saintes Maries de la Mer s'appuie sur le croisement aléas / enjeux

#### 2-72 Caractérisation de l'aléa :

Dans le cas des Saintes Maries de la Mer, l'aléa qui désigne l'intensité du phénomène naturel, est une inondation qui peut être due au débordement du Rhône ou à une submersion marine.

### A- Inondation par le Rhône :

Dans le cas précis du Rhône aval, la valeur du débit de 1856 considérée est celle de Beaucaire soit 12 500 m<sup>3</sup>. Il s'agit donc d'apprécier l'impact du débit de la crue de 1856 dans les conditions actuelles d'écoulement.

De plus, conformément à la doctrine nationale et à la « doctrine Rhône », l'aléa de référence est par ailleurs défini par les espaces qui seraient mobilisés en cas de dysfonctionnement des ouvrages de protection soit par rupture de digues (brèches), soit par transparence.

Dans le cas précis du Rhône à l'aval de Beaucaire, la configuration du lit majeur du Rhône « en toit » nécessite une méthode d'analyse de ces dysfonctionnements adaptée. En effet, l'espace deltaïque est caractérisé par une pente très faible du fleuve et des apports solides importants d'alluvions et de sédiments. Le fleuve forme alors plusieurs méandres que l'intervention de l'homme a tenté de fixer à l'aide d'endiguements responsables également d'une élévation du lit mineur par rapport au lit majeur. Cette morphologie explique que toutes les crues importantes se sont accompagnées de ruptures de digues en général imprévues et assez aléatoires générant le déversement de volumes importants dans le delta du Rhône : inondation généralisée du delta en 1856, inondation de la Camargue insulaire et de la grande Camargue en 1993, inondation de la Camargue insulaire et de la Camargue gardoise en 1994, inondation de la plaine d'Aramon, inondation de la Camargue gardoise et d'Arles en 2003.

La méthode de détermination de l'aléa de référence s'appuie sur l'hydrogramme de la crue de 1856 à Beaucaire et sur le modèle à casiers de Beaucaire à la mer, élaboré dans le cadre de l'étude globale Rhône (EGR) et actualisé après la crue de décembre 2003, permettant de simuler la réalité des écoulements actuels.

Le modèle à casiers est un modèle hydraulique dans lequel le champ d'expansion des crues est représenté par un réseau de casiers qui se remplissent les uns après les autres. Ils sont délimités par des obstacles physiques existants. Les liaisons entre casiers contigus sont définies par une analyse spécifique. Parfaitement adapté à la configuration du Rhône aval, ce modèle permet de calculer, pour le débit de référence, le niveau d'eau NGF atteint par les eaux pour chaque casier.

Une fois la ligne d'eau connue, la comparaison avec la côte du terrain naturel permet d'avoir accès aux hauteurs d'eau dans chacun des casiers. La côte du terrain naturel est fournie par la base de données topographiques du Rhône, dans le cadre du volet « inondations » du Plan Rhône.



## B- Submersion marine :

Les études menées par le CETE Méditerranée pour le compte de la DDTM des Bouches du Rhône se sont basées sur l'analyse morphologique de la côte camarguaise, des recherches bibliographiques et historiques, la compréhension du fonctionnement des événements passés et enfin sur une analyse fine des niveaux marins enregistrés au cours des années.

Elles ont permis de définir un niveau centennal moyen de + 1,5 m NGF pour la Camargue appelé aléa météorologique décomposé de la façon suivante :

- Un niveau moyen horaire centennal (marée et surcote atmosphérique) de 1,1 m NGF
- Une surcote centennale liée à la houle (« wave set-up ») de + 0.40 m.

La circulaire ministérielle du 27 juillet 2011 précise que l'aléa météorologique centennal doit être majoré de 0.20 m constituant la première étape de prise en compte du changement climatique.

Aux Saintes Maries de la Mer, l'aléa de référence centennal correspond donc à + 1.70 m NGF.

Dans le cadre du PPRi est également considéré l'« aléa 2100 » défini comme étant l'aléa météorologique majoré d'une marge de 60 cm constituant la prise en compte du changement climatique à l'horizon 2100. Sur le littoral camarguais, cet aléa 2100 correspond à un niveau marin de 2.10 m NGF.

Dans le règlement du PPRi, l'aléa est considéré comme modéré si la hauteur d'eau est inférieure ou égale à 1.00 m et fort si la hauteur d'eau est supérieure à 1.00 m.

### 2-73 Caractéristique des enjeux :

Le PPR inondation vise à définir les conditions de constructibilité au regard des risques en fonction d'un certain nombre de critères.

Les enjeux d'aménagement traduisent le mode d'occupation du sol. Le territoire communal est réparti en 3 zones :

- Les centres urbains : il s'agit essentiellement des zones UBA ,UB et UD du POS.
- Les autres zones urbanisées : il s'agit essentiellement des zones Na, UPM et Nb du POS.
- Les zones peu ou pas urbanisées : elles représentent essentiellement les zones NC et Na non encore ouvertes à l'urbanisation et ND du POS.

## 2-74 Présentation des zonages réglementaires :

Le zonage réglementaire des PPRi est élaboré, d'une part, en application des textes et d'autre part, par analyse du contexte local. Il résulte du croisement des deux variables principales qui sont l'aléa et les enjeux suivant le tableau ci-après.

ENJEUX \ ALEA	Fort (H > 1m)	Modéré (H ≤ 1m)	Bande de sécurité derrière les digues
Centre urbain (CU)	B2	B1	BP
Autres Zones urbanisées (AZU)	R2	B1	RH
Zones peu ou pas urbanisées (ZPPU)	R2	R1	

Les principes réglementaires associés à chaque zone sont globalement les suivants :

- Dans la zone jaune hachurée rouge RH, le principe est d'interdire toutes nouvelles constructions et de n'autoriser que des adaptations limitées des constructions existantes visant à réduire leur vulnérabilité.
- Dans la zone rouge R2 le principe est d'interdire toute nouvelle construction et de veiller à ne pas augmenter la population exposée au risque.
- Dans la zone orange R1, le principe est de permettre des extensions limitées et des aménagements prenant en compte la diminution de la vulnérabilité des personnes et des biens exposés. Ce principe s'articule avec la nécessaire prise en compte du maintien de l'activité agricole et de sa pérennisation à long terme.
- Dans les zones bleues B2 et B1, le principe est d'assurer la continuité de la vie et de permettre le renouvellement urbain en intégrant les mesures de réduction de la vulnérabilité globale des personnes et des biens.
- La zone hachurée BP est la bande de précaution, qui correspond aux secteurs situés à l'arrière immédiat de la digue à la mer au droit du centre-ville

En tout point du territoire, il est défini une côte de référence qui est le niveau maximum de la ligne d'eau atteint par l'événement de référence par débordement du Rhône ou par la côte de + 2.10 m NGF qui correspond à la côte de référence de l'aléa 2100 pour la submersion marine.



Le niveau du premier plancher habitable des constructions autorisées en zone inondable devront être implantés au-dessus de la côte de référence de l'aléa 2100 avec une revanche de 0.30 m.

### 2-75 Règlement :

Le règlement du PPRi des Saintes Maries de la Mer précise pour chacune des zones RH, R2, R1, Bp, B2 et B1 les règles applicables aux projets en indiquant :

- Les projets non autorisés.
- Les projets autorisés (démolition, reconstruction, construction, extension de constructions existantes, interventions sur bâtiments existants, créations de ports, de campings, de parcs, de stationnement de véhicules, de haltes nautiques, de station d'épuration, d'équipements annexes pour l'agriculture et l'élevage...).

Les règles applicables aux constructions existantes se décomposent en prescriptions et en recommandations.

Elles concernent les biens et activités implantés antérieurement à l'approbation du plan. Elles ont pour vocation de réduire l'effet des dommages d'une inondation sur les biens existants. Les propriétaires ou exploitants de ces derniers disposent d'un délai maximum de 5 ans pour se conformer aux prescriptions.

Des mesures de prévention, de protection et de sauvegarde sont indiquées pour :

- a – la commune et les EPCI compétents
- b – Les maîtres d'ouvrages des infrastructures routières publiques et les gestionnaires de réseaux et services publics.
- c – Les personnes privées, physiques ou morales et les responsables d'établissements publics ou privés

### **3– AVIS DE PERSONNES ET ORGANISMES ASSOCIES :**

Les avis des personnes et organismes associés ont été sollicités par la DDTM entre le 22 juin 2016 et le 22 août 2016.

Le tableau de synthèse des avis POA complété des éléments d'analyse du pôle risques de la DDTM 13 est joint en annexe 5.



#### 4- OBSERVATIONS EMISES PAR LE PUBLIC :

##### 4-1 Participation :

Pendant la durée de l'enquête, du 19 septembre 2016 au 20 octobre 2016, le commissaire enquêteur a reçu un courrier d'observation et des observations ont été consignées au registre d'enquête par 4 personnes qui se sont présentées en mairie des Saintes Maries de la Mer.

##### 4-2 Observations du public :

Les observations recueillies par le commissaire enquêteur sont indiquées ci-dessous :

##### Permanence du 19.09.2016 :

~~XXXXXXXXXX~~ – Mas des Cols Verts 13460 Saintes Maries de la Mer

Question : Possibilité et réglementation pour créer une surélévation sur son habitation située sur la parcelle cadastrée BR 0007.

Réponse : parcelle située sur zone R1 ou R2 du PPRI (difficulté de préciser la position de la parcelle sur la carte de zonage réglementaire centre ville) . Pour réduire la vulnérabilité, obligation sous 5 ans de réaliser un niveau refuge. Si le cout des travaux est inférieur à 10% de la valeur vénale du bien, possibilité d'être éligible à une subvention.

##### Permanence du 27 septembre 2016 :

~~XXXXXXXXXX~~ – NG Production 34 Montpellier

Question : Au titre du PPRI quelles sont les contraintes sur la zone B1 du centre -ville pour du logement collectif ?

Réponse : La création de logement collectif est autorisée en secteur B1 (page 21 du Règlement), sous réserve :

- Que l'encombrement de la zone d'écoulement par l'emprise au sol du bâtiment soit le plus limité possible afin de ne pas faire obstacle à l'écoulement des eaux.
- Que le premier plancher soit réalisé à au moins 0.30 m au-dessus de la cote de référence.

- Courrier de ~~XXXXXXXXXX~~ – 22, rue Monsieur le Prince 75006 Paris. (Reçu en Mairie des Saintes Maries de la Mer le 26 septembre 2016 et remis au commissaire enquêteur le 27 septembre 2016.(Courrier joint au registre)

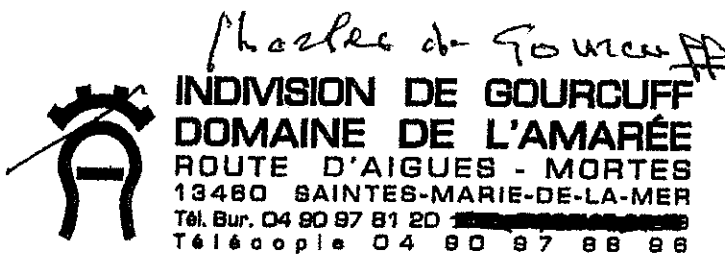
Question : Propriétaire de la parcelle BP 28(terrain non bâti), située principalement en zone R2 (faible partie en zone R1), il souhaiterait y construire un projet viable. Il fait noter que de nombreuses constructions édifiées sans précautions particulières sont situées à proximité de sa parcelle.

Réponse : Le règlement indique page 9 que toutes constructions nouvelles sont interdites en zone rouge.

**Permanence du 6 octobre 2016 :**

~~XXXXXXXXXX~~ – Domaine de l'Amarée

Question : Cf la note de deux pages ci-après, datée du 6 octobre 2016 remise par ~~XXXXXXXXXX~~



~~XXXXXXXXXX~~ manadier et propriétaire exploitant agricole du Domaine de l'Amarée, Route d'aigues Mortes 13460 Les Saintes Maries de La Mer formule les observations suivantes sur le PPRI indiquées plus loin.

A l'appui de ces observations il communique :

- un extrait de plan de la Camargue daté de 1837 indiquant les hauteurs du sol par rapport au zéro de basse mer certifié par l'expert géomètre du Syndicat de Camargue
- une copie de l'arrêté de 1862 fixant le niveau maximum des étangs du bassin des Saintes Marie de La Mer et surtout le mode de calcul de l'époque
- un rapport d'expertise daté du 31 aout 1979 par M AUBERT ingénieur expert diplômé ENSA duquel il ressort en accord avec la DDA que le zéro de basse mer de Port de Bouc à cette époque est situé à 0.33 cm au dessus du zéro N.G.F.

Les relevés du plan de 1837 les relevés en l'absence de GPS ont été effectués sur le terrain et pour des terrains généralement à l'état naturel soit sans surélévation.

Pour la facilité des comparaisons en NGF on ajoutera donc 33cm aux chiffres indiqués sur le plan de 1837 pour déterminer la hauteur NGF des terrains à l'état naturel. Certains terrains ont pu être relevés depuis artificiellement.

A propos des hauteurs d'eau à partir du zéro NGF, on constate d'après le plan de 1837 que les hauteurs des terrains du village des Saintes Maries de La Mer ainsi qu'à l'Est de la route d'Arles se situent de l'ordre de 63 à 67 cm NGF et pour les terrains proches de l'embouchure du Rhône incluant le camping et les habitations légères de loisirs de l'ordre de 71 à 90 cm NGF.

Le Domaine de l'Amarée de 235 ha situé à l'Ouest des Saintes Maries de La Mer en limite de la zone bleue entre l'étang des Launes et le Rhône est constitué d'étangs, de marais et de terres hautes. Les marais se situent à des hauteurs de l'ordre de 33 à 55cm NGF et les terres hautes de l'ordre de 102 à 117 cm NGF d'après le plan de 1837.

La hauteur des terrains de l'Amarée n'est pas uniforme et varie d'une parcelle à l'autre.

En reprenant les hauteurs d'eau indiquées par le PPRI pour la zone rouge de l'Amarée, il apparaît que dans le cas d'une crue à 210cm NGF, si les terrains de l'Amarée sont sous 180cm NGF d'eau. Cela signifierait que la totalité du terrain de l'Amarée en zone rouge serait d'une hauteur de 30cm au dessus du zéro NGF, ce qui est très contradictoire avec les relevés sur le plan de 1837 pour les zones de terres hautes dont la hauteur se situe entre 102 et 117 cm NGF pour les parcelles C048-C049-C041 en partie.

Par ailleurs si comme l'indique le PPRI la zone rouge de l'Amarée se trouvait sous 1.80m d'eau NGF avec une crue à 2.10m NGF il apparaît d'après les relevés du plan de 1837 que la zone bleue urbanisée ou urbanisable se trouverait sous une hauteur d'eau par rapport au zéro NGF.

- de l'ordre de 230 à 240 cm NGF pour le village
- de l'ordre de 207 à 234 cm NGF pour la zone camping à l'embouchure du Rhône

~~Il apparaît également~~ fait observer cette ambiguïté que le développement des constructions prévues au projet du PPRI présenté paraît s'effectuer sur des zones où la hauteur d'eau serait la plus importante par rapport au zéro NGF.

Il apparaît également que les dispositions de ce projet de PPRI interdisent toutes constructions nouvelles sur la totalité des 235ha du domaine de l'Amarée alors que les terrains sur toute la périphérie de celui-ci sont bâtis avec habitations, hôtel, piscines, immeuble d'appartements, cabanes de Gardians, camping-caravanning et parkings.

Si on tient compte du relevé topographique du géomètre expert de Camargue en 1837 il semble que certaines parcelles de terres hautes de l'Amarée n'ont pas fait l'objet d'un relevé pour l'établissement du projet PPRI notamment pour les parcelles C048 - C049- C041 en partie et certaines parcelles derrière le Mas et proche du Mas telles que C038- C039.



Les propriétaires de l'Amarée ont protégé l'environnement et ne cherchent pas à faire de la promotion immobilière. La seule activité traditionnelle d'éleveurs de taureaux et de chevaux sur des terres non cultivables à cause de leur salinité permet difficilement d'assurer une gestion saine sans y adjoindre une activité Agro touristique ou commerciale avec une capacité d'accueil et de logement convenable.

D'autre part, la propriété du domaine de l'Amarée détenu par 7 enfants de la même famille depuis plus de 160 ans s'étonnent que sur une telle surface le projet PPRI rende impossible sur la totalité des 235ha de façon inconditionnelle la construction d'un logement indépendant pour l'installation de leur enfant.

Enfin il apparaît que entre digue et Rhône il est prévue une zone orange sur des terrains en bordure du fleuve.

Cette catégorie orange autoriserait la création de station d'épuration et de port à sec correspondant le plus souvent au stockage en hauteur des embarcations. Compte tenu des courants du fleuve à cet endroit ayant entraîné l'érosion importante sur certains des terrains et la réfection d'une partie de la digue on peut se demander si cette zone ne présente pas un risque pour ce type d'activité en cas de crue.

S. MCM  
06.10.2016

**Permanence du 13 octobre 2016 :**

Pas d'observation

**Permanence du 20.10.2016 :**

- ~~M. [nom]~~ : 7 rue Jean Roche 13460 LES SAINTES  
MARIES DE LA MER – tel : 06.50.32.71.88

Question 1: Constructibilité sur la parcelle cadastrée C 835 au lieu-dit Pioch Badet pour une surface de 14 000 m².

**Réponse :** La parcelle est située principalement en zone B2 sur laquelle la création et l'extension de logements collectifs et individuels est autorisée par le règlement du PPRI (article 3.2.2 p 21)

Question 2 : Constructibilité des parcelles BP 35,36 et 37 situées au 427 chemin Bas des Launes aux Saintes Maries pour une surface de 9691 m<sup>2</sup>, notamment des lots 33 et 4 (voir plan joint).

Réponse : Les parcelles sont situées principalement en zone B1 sur laquelle la construction et l'extension de logements collectifs et individuels est autorisée par le règlement du PPRI (article 3.2.2 p 21).

Le registre d'observations a été transmis à la DDTM qui a indiqué des éléments de réponse complémentaires (voir annexe 4- Procès-verbal de synthèse).

## **5 – DELIBERATION DU CONSEIL MUNICIPAL DES SAINTES MARIES DE LA MER RELATIVE AU PPRI**

Lors de sa séance du 28 septembre 2016, le Conseil Municipal de la Ville des Saintes Maries de la Mer a émis un avis favorable sous réserve sur le projet de PPRI (voir annexe 6). Les réserves indiquées dans la délibération sont identiques à celles formulées lors de la consultation par la DDTM des Personnes et Organismes Associés.

## **6 – ANNEXES :**

Annexe 1 : Arrêté préfectoral du 22 août 2016

Annexe 2 : Avis dans la presse

Annexe 3 : Certificat d'affichage de la commune des Saintes Maries de la Mer

Annexe 4 : Procès-verbal de synthèse

Annexe 5 : Avis des personnes et organismes associés

Annexe 6 : Délibération du Conseil Municipal de la Ville des Saintes Maries de la Mer en date du 28 septembre 2016

Saintes Maries de la Mer  
Enquête publique PPRI

Fait à Azules  
le 5 novembre 2016

19  
Le Commissaire Enquêteur  
Christian SCHMIDT